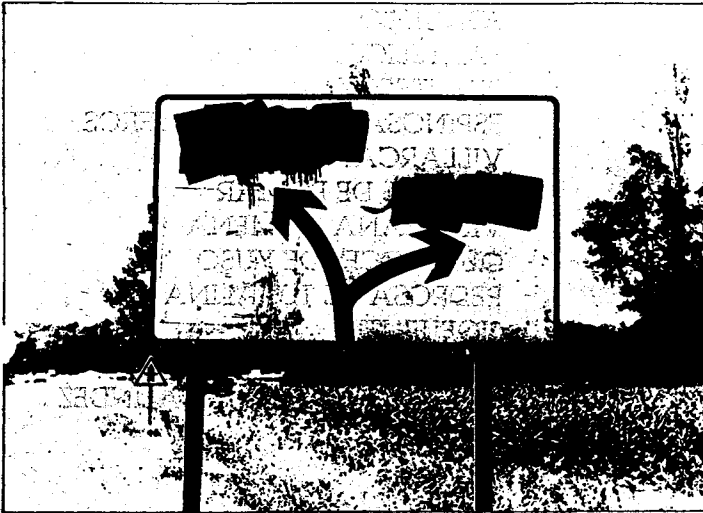


"Front" No. 5 - Août 93

## CONTRE L'INITIATIVE DE LA RAF



D'AOUT 1992.

1. C'est au début des années 70, au terme du cycle d'expansion de l'accumulation capitaliste de l'après-guerre, que s'ouvre en RFA et en Italie, avec la RAF et les BR, des expériences rompant avec le réformisme et le révisionnisme des organisations historiques du mouvement ouvrier européen et qui construisent dans la pratique une nouvelle praxis révolutionnaire; la lutte armée (LA) se détermine toujours plus comme une instance ouvrant à toutes les luttes antagoniques et prolétariennes spécifiques une dimension générale et autonome eu égard aux espaces institutionnels d'intégration/pacification du conflit de classe métropolitain. Par conséquent, au-delà du terrain spécifique de la critique au réformisme et au révisionnisme, la LA dans les faits se développe toujours plus comme une stratégie révolutionnaire véritable, à partir des dynamiques politiques générales qu'elle tend à produire dans la classe prolétaire, dans l'Etat, dans les rapports Etat/Classe et, au plan international, dans les rapports avec les luttes de libération des peuples opprimés par l'impérialisme. Au point que ces dynamiques mettent toujours plus en lumière au cours de deux dernières décennies le poids stratégique de la LA en termes absolus, indépendamment c'est-à-dire des conjonctions spécifiques propres à chaque territoire métropolitain européen et indépendamment du contexte international historique qui lui est

spécifique.

En effet, parallèlement à la dimension et à la validité stratégiques que la LA acquiert au cours de son développement, apparaît toujours plus clairement l'ensemble des caractères politiques modernes mûris par l'Etat impérialiste pour la gestion pacifiée des contradictions de classe dans la métropole. Gestion qui s'impose de manière rigide face à la nécessité objective pour les Etats impérialistes de disposer de la force sociale intérieure stratégiquement nécessaire à l'élaboration et à la réalisation des projets internationaux de la fraction de bourgeoisie impérialiste (BI) dont ils sont organes. Etats, donc, qui doivent disposer d'un bloc social interne (national) suffisamment homogène et uni tant autour de la défense des intérêts spécifiques de la fraction nationale de BI (dans le contexte mondial de la lutte interimpérialiste et oligopoliste), qu'autour de la défense des intérêts généraux du système impérialiste contre les luttes de libération des peuples opprimés et contre le mûrissement unitaire et révolutionnaire du prolétariat mondial. Ainsi, la donnée générale qui émerge essentiellement, c'est que dans les centres impérialistes la recherche continue d'une force sociale mondiale de l'Etat a poussé ce dernier à se structurer et à mûrir en fonction de l'occupation de tous les "espaces politiques" ouverts au cours de ce siècle par la classe

ouvrière au moyen de ses luttes, les institutionnalisant à travers l'intégration dans les organes de gestion de l'Etat et, plus généralement, dans les structures de la démocratie représentative bourgeoise, des structures historiques, politiques et organisationnelles ouvrières. Sur la base des instances de contrôle et contentions politiques de la classe ouvrière et donc de la contradiction directe capital/travail. Cette dynamique s'est progressivement élargie à l'ensemble des "espaces politiques" potentiellement occupables par les luttes des autres secteurs du prolétariat métropolitain (PM), dans le but de prévenir toute relance d'une critique générale de la domination de la bourgeoisie et de son système social. En ce sens, l'on a vu se dessiner au sein de l'Etat métropolitain une tendance continue au monopole politique, avec comme optique de plier la situation sociale tout entière aux exigences internationales s'imposant à la fraction nationale de BI dans les différentes phases et conjonctures.

En définitive, à travers l'ensemble de ces processus historiques, on a assisté à la détermination du fait qu'aujourd'hui dans la métropole tous les aspects (médiation politique, répression, etc...) du rapport Etat/Classe se trouvent soumis de manière rigide à une perspective qui concrètement à chaque fois se détermine et s'approfondit en fonction des projets internationaux impérialistes pour qui le territoire métropolitain doit servir de base politique, sociale, économique et idéologique. En ce sens, l'institutionnalisation rigoureuse des antagonismes de classe dans la métropole envisage et nécessite aussi bien les dynamiques d'intégration/médiation politique, que celles de répression/criminalisation ou de marginalisation/désocialisation/dépolitisation. Un ensemble de dynamiques qui opère comme ensemble organique contre-révolutionnaire, calibré en fonction de la stratification socio-économique de la classe prolétaire métropolitaine, de sa situation politique différenciée, avec l'antagonisme en découlant et, enfin en fonction des marges réelles d'intégration et des degrés objectifs d'approfondissement de l'affrontement de classe dérivant de l'évolution de la crise structurelle du mode de production capitaliste (MPC) au plan local/mondial.

En Europe Occidentale (EO) et particulièrement en RFA et en Italie (du fait du profond développement théorico-pratique qu'ici la IA a connu), ces caractères de fond des dynamiques politiques métropolitaines sont identifiés et mis en exergue par la guérilla : c'est une connaissance concrète de la nature réelle de l'Etat et des rapports de classe ici que la guérilla construit matériellement à travers la pratique révolutionnaire armée de ces deux

dernières décennies, mettant en évidence de telle sorte toutes les implications politiques objectives qui dans la métropole, s'imposent à la politique révolutionnaire. Ainsi, contre les espaces politiques traditionnels désormais totalement subsumés dans les stratégies de l'Etat impérialiste, la guérilla mûrit la dimension politico-militaire comme l'unique "espace politique général" en qui peuvent être édifiées dans la métropole des dynamiques politiques et organisationnelles stratégiques, capables c'est-à-dire d'affirmer les intérêts généraux du PM et de l'unir comme classe révolutionnaire.

A partir de cette clarification/construction de la réalité objective des dynamiques et des espaces politiques de classe dans l'actuelle métropole impérialiste, les parcours armés qui se sont produits durant ces deux dernières décennies ont profondément transformé certains caractères théorico-pratiques auparavant propres à la praxis révolutionnaire européenne telle qu'elle avait été définie au cours des cinquante premières années du vingtième siècle, dans le cadre de la Révolution Bolchévique et de la Troisième Internationale. En effet, dans les conditions spécifiques des métropoles impérialistes, l'unité du politique et du militaire se confirme comme étant la seule dimension qui permette la construction d'une politique et d'un processus révolutionnaire. Une unité qui apparaît aujourd'hui comme le seul terrain de formation et mûrissement de l'avant-garde et de l'organisation révolutionnaire; et la lutte armée (c'est-à-dire l'unification dialectique du politique et du militaire dans la praxis) la stratégie à travers qui construire une dynamique d'affrontement général avec l'Etat et la BI; une dynamique, donc, d'unification dans la pratique de l'ensemble des tensions et des luttes antagoniques exprimées par le PM dans le cadre du rapport de force qui objectivement l'oppose à la BI.

La dialectique qui s'instaure entre, d'une part, la dimension stratégique et unitaire ouverte par la IA avec l'attaque à l'Etat impérialiste et, de l'autre, les différentes tensions et luttes antagoniques du PM, constitue un terrain objectif d'organisation politico-militaire de secteurs entiers du prolétariat et d'avant-gardes de lutte; par conséquent, un terrain de mûrissement concret de la conscience et de l'organisation autonome générale du PM.

A travers la stratégie de la IA, son lien dialectique avec l'autonomie prolétaire, la construction organisationnelle politico-militaire des secteurs les plus conscients de la classe à partir de cette dialectique, il devient possible de déterminer les parcours concrets au moyen de qui est réalisable la rupture de cette condition d'encercllement stratégique (politique, militaire, idéologique, social,...) qui constitue la

situation quotidienne de la classe prolétaire dans la métropole et où l'on peut influencer donc réellement, à partir de cette rupture continue, sur l'évolution des rapports de force entre les classes dans la métropole, entre l'Etat impérialiste et le PM.

En définitive, le processus révolutionnaire dans la métropole impérialiste se définit globalement comme un processus en qui la lutte armée est sa stratégie permanente, en ce qu'elle est condition de l'ouverture du processus, de son développement et de sa victoire; au fil des phases durant qui la LA mûrit et croît, en dialectique avec le prolétariat, d'Organisation de Guérilla à Parti Communiste Combattant. L'unité du politique et du militaire est en ces conditions la matrice de l'organisation révolutionnaire et de tout le processus révolutionnaire métropolitain; ce dernier se présente donc, objectivement, comme processus de guerre de longue durée caractérisé par ces lois spécifiques que la guerre révolutionnaire et de classe assume dans le contexte propre à la métropole impérialiste actuelle. Ces lois objectives eu égard à qui l'expérience de la LA européenne de ces vingt dernières années a déjà produit une première connaissance pratique réelle, relative au degré d'approfondissement et de maturité atteint par la praxis armée dans les métropoles européennes durant ce laps de temps.

Les caractères propres au processus révolutionnaire dans les métropoles délimitent enfin les déterminations nouvelles qu'assument internationalisme et anti-impérialisme et reflètent la nécessité d'adapter les dimensions internationales de la lutte révolutionnaire au développement atteint aujourd'hui par le capital au plan mondial et au mûrissement global qui s'ensuit du système impérialiste.

A partir du moment où dans les territoires centraux de l'impérialisme (c'est-à-dire les territoires en qui la BI concentre sa force politique, militaire, économique et sociale la plus conséquente et en qui est situé la direction stratégique de ses intérêts internationaux) le processus révolutionnaire assume dès sa genèse un caractère de guerre, d'unité du politique et du militaire, à travers la stratégie de la LA d'attaque à l'Etat impérialiste et à ses politiques centrales et de construction politico-militaire de l'organisation révolutionnaire de classe, à partir du moment donc où le processus se détermine ici à travers ces caractères il assume objectivement dès son début une dimension directement mondiale, tant du côté de l'internationalisme communiste et prolétarien, qu'au plan des luttes de libération des peuples opprimés (donc par rapport à la sphère d'affrontement impérialisme/anti-impérialisme).

Dans la métropole, la stratégie de la LA, de la même manière qu'elle ouvre un espace d'organisation révolutionnaire du PM eu égard aux dynamiques spécifiques du territoire national, ouvre un espace de mûrissement et de construction de la conscience et de l'organisation de ce PM comme composante du prolétariat mondial (et donc comme conscience et organisation de classe unitaire et mondiale), ouvre aussi un espace d'unité entre la lutte révolutionnaire du PM et les luttes de libération des peuples opprimés par l'impérialisme. Pour cela, la stratégie de la LA situe objectivement la politique révolutionnaire métropolitaine en relation directe avec les sphères d'affrontement impérialisme/anti-impérialisme et BI/prolétariat mondial, lui conférant ainsi une potencialité de développement organisationnel, stratégique et conceptuel sur le terrain de la lutte internationale contre le capital et la BI.

En résumant, nous pouvons dire que les axes autour desquels se structure le corps théorico-pratique de la politique révolutionnaire moderne des territoires métropolitains du centre impérialiste sont:

- 1) l'unité du politique et du militaire en tant que matrice du processus révolutionnaire;
- 2) la stratégie de la lutte armée d'attaque à l'Etat impérialiste et à ses politiques centrales comme praxis de construction de la direction, de l'avant-garde et de l'unité révolutionnaire de l'affrontement de classe;
- 3) la dialectique lutte armée/autonomie prolétaire comme terrain de construction révolutionnaire de l'organisation politico-militaire de la classe;
- 4) le caractère de guerre de classe de longue durée du processus révolutionnaire;
- 5) la dimension directement mondiale anti-impérialiste et internationaliste du processus révolutionnaire, ce corps théorico-pratique, comme toute praxis révolutionnaire, ne peut jamais être considéré comme déterminé une fois pour toute et requiert en permanence de nouvelles vérifications et réadéquation en fonction de l'évolution concrète des contradictions du système, mais en tant que produit matériel et historique de l'affrontement révolutionnaire qui s'est produit ici au cours des vingt années écoulées, il constitue l'élément discriminant entre révolution et contre-révolution pour la lutte de classe métropolitaine, l'élément qui définit ici la camp communiste, anti-impérialiste, de classe. Ce corps théorico-pratique se pose en ligne de démarcation constitutive de l'identité révolutionnaire aujourd'hui dans les métropoles impérialistes d'EO. Un corps théorico-pratique sédimenté dans la

mémoire sociale de la lutte de classe et révolutionnaire ici et qui représente aujourd'hui l'optique fondamentale incontournable en qui s'inscrit pour reconstruire une capacité politique et pratique d'intervention révolutionnaire adaptée à la nouvelle donne européenne et mondiale.

2. Durant les années 80 s'est développé un processus mondial, lié à l'approfondissement toujours plus important de la crise structurelle du MPC au plan mondial, en qui la BI a cherché par tous les moyens de reconquérir les positions abandonnées, tant au plan interne (avec le PM) qu'au plan mondial (avec les peuples et les pays de la périphérie), durant le cycle de luttes anti-impérialistes et anti-capitalistes des années 60 et 70. Ce processus a subi un tournant historique et global à la fin 91 du fait de la désagrégation de l'URSS et de la crise générale des processus de transition socialiste ouverts en nombre de pays au cours de notre siècle.

La crise des pays socialistes ne bloque pas quoi qu'il en soit, en aucun cas, l'approfondissement de la crise structurelle mondiale du système capitaliste, elle représente plutôt pour la bourgeoisie un avantage momentané, pleinement utilisé par les Etats impérialistes du centre (et leurs "filiales" dans la périphérie) pour renforcer leur stratégie contre-révolutionnaire globale et approfondir la guerre contre toutes les composantes du prolétariat mondial dans le cadre d'une lutte internationale âpre pour la répartition de la plus-value mondiale et l'extension de leur influence sur les aires géopolitiques de production de celle-ci.

C'est dans ce contexte général de crise que les Etats impérialistes considérés individuellement ont besoin comme jamais d'approfondir leur pouvoir politique et social intérieur particulier, de renforcer leurs bases stratégiques centrales, accentuant ainsi ces caractères politiques particuliers de gestion des contradictions de classes intérieures mûris au cours des 40 dernières années. Plus précisément, va s'imposer dans la structuration générale de la contre-révolution la tendance à l'accentuation des aspects de répression/criminalisation/dépolitisation face à un resserrement de ces espaces politico-économique de la médiation/intégration entre les classes mise en place au fil de l'après guerre, resserrement à porter au compte de l'évolution de la crise structurelle du système et de la lutte qui s'ensuit pour l'appropriation de la plus-value au niveau mondial. Dans cette situation, révélatrice d'un approfondissement objectif de l'affrontement de classe métropolitain, il devient fondamental

pour l'Etat impérialiste d'invalider de manière préventive les possibilités objectives de reconstruction des conditions nécessaires à la relance de la lutte révolutionnaire qui s'ouvrent aujourd'hui ici en ces territoires du centre en qui, de ce fait, la contre-révolution préventive doit être à même de se mesurer avec les caractères et le niveau politique nouveaux de l'affrontement mûris par le processus révolutionnaire métropolitain : la stratégie de la lutte armée pour le communisme.

En ce sens, la seule action de la contre-guérilla (à savoir la destruction matérielle des structures organisationnelles révolutionnaires) ne peut suffire, devient donc nécessaire la réarticulation de la contre-révolution préventive de l'intérieur même de l'aire militante de la LA, de ses relations, liens et références dans la classe prolétaire. Un saut qualitatif qui met à profit la crise politique et organisationnelle de la LA, pour canaliser les contradictions internes au corps révolutionnaire vers la remise en discussion de cet ensemble théorico-pratique édifié au cours de ces vingt années de praxis révolutionnaire. L'objectif global recherché et qui apparaît absolument central pour l'Etat, c'est le gommage de cet ensemble théorico-pratique de la mémoire sociale et politique de la lutte de classe et révolutionnaire ici. Le but étant de priver les luttes du prolétariat et les luttes anti-impérialistes dans la métropole de toute dimension stratégique et unitaire, de les priver de tout parcours d'autonomie politique et organisationnelle, de les enfermer à l'intérieur d'espaces politico-institutionnels de pacification, en criminalisant et marginalisant les réalités les plus conscientes et antagoniques. Mais le but poursuivi est aussi d'empêcher que des métropoles du centre ne s'adresse une référence révolutionnaire en direction des peuples opprimés par l'impérialisme et de l'ensemble des composantes du prolétariat mondial. Eviter donc que ne partent des "signaux" d'attaque au système. pour le capital financier, les métropoles centrales doivent être des vitrines du système, par conséquent : un désert social et politique de pacification/supermarché mondial de la richesse sociale réifiée.

Et plus s'approfondit la crise structurelle mondiale du MPC, plus se rigidifient ces exigences politiques de la BI dans ses centres, car pour le système impérialiste et sa reproduction mondiale devient toujours plus explosive la présence, fût-elle embryonnaire, de dynamiques d'autonomie prolétaire et de lutte révolutionnaire dans les métropoles du centre.

L'appréhension efficace du niveau qualitatif nouveau auquel doit s'adapter la contre-révolution préventive dans son attaque à la LA et à la

référence stratégique qu'elle constitue, dépend entièrement de la capacité de l'Etat impérialiste de convertir politiquement et idéologiquement ceux (sujets ou organisations) qui se sont faits porteurs de la stratégie de la LA et qui, dans les projets de l'Etat, doivent désormais oeuvrer au gommage de la validité stratégique de la LA de la mémoire politique et sociale du PM. La stratégie de l'Etat qui s'est affirmée de manière centrale eu égard à ce stade de la contre-révolution préventive, c'est la "stratégie de la dissociation", c'est à dire l'ouverture d'espace de récupération politique des avant-gardes combattantes pour la traduction/réduction sur le terrain institutionnel des expériences révolutionnaires armées, des parcours politico-militaires de construction de l'organisation révolutionnaire de classe.

La "stratégie de la dissociation" pousse l'Etat impérialiste à chercher des interlocuteurs et des promoteurs pour son projet au sein même des rangs révolutionnaires métropolitains, et il est évident que l'aire vers laquelle l'Etat concentre des efforts est avant tout celle des militants de la guérilla prisonniers, qu'il tient en ses mains, comme son otage politique. La gestion des militants prisonniers, les modalités de leur détention et de leur libération deviennent des terrains en qui l'Etat matérialise sa stratégie de dissociation, pour peser sur les contradictions du corps prisonnier (lesquelles sont toujours liées aux dynamiques d'anéantissement de l'identité propres à la prison impérialiste), sur la guérilla et sur le mouvement révolutionnaire dans son ensemble.

C'est en ce sens que ces dernières années l'Etat impérialiste allemand a lancé le jeu cynique des ouvertures et des portes fermées quant à la question de l'isolement carcéral des militants de la guérilla et de la résistance prisonniers dans ses camps spéciaux et soumis depuis des lustres à des politiques drastiques d'anéantissement psycho-physique. Afin d'orienter à son profit la centralité toujours plus contradictoire et absolue qu'assume la question des prisonniers, de leurs conditions de détention et de leur libération dans le mouvement de la résistance anti-impérialiste, dans le corps prisonnier lui-même et dans les relations entre ce dernier et la dynamique de la guérilla. Quand au processus d'"affinage" de ce contexte, nous considérons sans ambages que l'initiative Kinkel est le signe majeur le plus récent de la concrétisation en Allemagne d'une stratégie étatique de dissociation tendant globalement à structurer des terrains, canaux et espaces politiques de récupération, intégration institutionnelle et pacification de la LA et de la résistance anti-impérialiste, en partant de la promotion de sujets et structures liés à la

guérilla et à son histoire comme autant de sujets et de structures fonctionnalisés à une oeuvre de réduction de la validité stratégique de la lutte armée pour le communisme, de négation de sa nécessité et centralité politique aujourd'hui. L'objectif étant de rayer de la mémoire sociale des tensions révolutionnaires et anti-impérialistes présentes et futures l'expérience poursuivie sur deux décennies de la RAF d'attaque aux politiques centrales de l'impérialisme et d'unité internationale avec les luttes de libération des peuples opprimés.

Ce niveau de qualité nouveau de la contre-révolution préventive qui transparait à travers l'initiative Kinkel veut répondre non seulement aux exigences générales dictées à tous les Etats impérialistes par l'évolution actuelle de la crise structurelle du système, mais aussi en particulier aux exigences spécifiques de l'Etat allemand en cette phase. Exigences à rapporter à la tentative globale du capital financier allemand d'exploiter le nouveau contexte international pour se hisser au rang de "pôle impérialiste majeur". C'est donc par rapport à cela que la BI allemande doit réadapter la gestion politique, économique, sociale et idéologique à appliquer à son territoire national propre. Et il est certain qu'une telle réadaptation comporte nécessairement le dépassement de la contradiction que représente l'histoire politique et organisationnelle du mouvement de résistance anti-impérialiste allemand, à commencer par ces contenus stratégiques sédimentés par les vingt années de lutte armée de la RAF, avec l'attaque aux fonctions et aux personnages centraux de l'impérialisme dans l'aire, avec la proposition du Front Anti-impérialiste. Contre tout cela, l'Etat impérialiste allemand s'est efforcé de rendre toujours plus globale sa stratégie contre-révolutionnaire préventive au fur et à mesure que se précisaient au fil des années 80 les conditions permettant le passage de l'impérialisme allemand au rang de pôle majeur.

Pour nous, c'est dans ce contexte qu'il faut replacer l'initiative Kinkel. Et l'interprétation qu'en donne la RAF dans son communiqué du 10 Avril 1992, nous apparait donc totalement erronée. Il se peut que ce soit par opportunisme que la RAF invente artificiellement des contradictions internes à l'Etat quant à ses intentions réelles à l'égard de la guérilla et de la résistance. Un tel opportunisme serait en ce cas dicté par la nécessité pour la RAF de rendre crédible en Allemagne aujourd'hui l'existence d'une "opportunité tactique" de négociation politique avec l'Etat impérialiste qui ne se résolve en une logique de capitulation et de reddition, de dommages notables au mouvement révolutionnaire et à sa conscience politique, de renforcement objectif de l'Etat impérialiste. Mais les rapports

de force matériels entre les classes aujourd'hui en Allemagne, en Europe et dans le Monde et, d'autre part, la situation de la conscience politique du mouvement révolutionnaire et de classe en Allemagne, en Europe et dans le monde, sont tout sauf favorables à l'ouverture d'opération "tactiques" de négociations politiques, opérations qui apparaissent en tout cas ambiguës dans le contexte métropolitain et qui ne pourront apparaître différemment dans la situation actuelle au prétexte qu'elles se prévalent instrumentalement de viser à la libération des militants prisonniers. Nous doutons quoiqu'il en soit fortement que l'opération ouverte par la RAF avec le communiqué du 10.4 et son initiative de "suspendre" la lutte armée, naisse de considérations "tactiques" ou encore relatives à un changement de stratégie révolutionnaire. Il s'agit plutôt, indépendamment des déclarations de principe de l'ouverture d'un parcours lequel objectivement risque de mener hors du camp révolutionnaire la RAF, ces militants prisonniers et cette partie de la résistance qui tendent ou tendraient à négocier le virage pris le 10.4.. En Effet, ce qui advient, c'est que la RAF choisit de s'inscrire dans la stratégie de la dissociation ouverte par l'Etat allemand, en bradant les potentialités stratégiques de méprisement de sa praxis et de son projet en échange de l'"assiette de soupe" que représentent les "espaces politiques de la dissociation", à savoir le rôle assuré de protagoniste de la réduction politico-institutionnelle de l'expérience armée et de la validité stratégique de la LA que la RAF joue avec le communiqué et l'initiative du 10.4.

Il est indubitable que l'attaque contre-révolutionnaire développée par la BI depuis le début des années 80, ajoutée à la désagrégation politique, économique et sociale de l'ex-bloc socialiste, a produit une crise réelle d'ample portée dans les mouvements révolutionnaires de nombreux pays du globe. Et il est clair que dans les centres impérialistes d'EO la crise a aussi porté un coup rude à la lutte armée pour le communisme et aux organisations historiques de la guérilla ici.

Faire front à cette crise n'est pas donné d'avance, mais il n'y a d'autre issue pour sortir de ce reflux de l'hypothèse révolutionnaire. Sinon celui de la reconstruction à partir du patrimoine déjà constitué, reconstruction donc de l'identité, de l'organisation et du projet révolutionnaires, des structures et des rapports politico-organisationnels internes à la classe prolétaires dans la ferme optique de l'unité du politique et du militaire, de la relance de la stratégie de la LA dans la situation actuelle, du développement nouveau de la dialectique lutte armée pour le communisme / autonomie prolétaire,

de la poursuite du processus de guerre révolutionnaire de longue durée.

Hors de cela, le futur se nomme Barbarie !

REFUSER LES POLITIQUES DE REDDITION ET DE DISSOCIATION !

BATIR LES CONDITIONS DE GUERRE DE CLASSE DANS LES CENTRES IMPERIALISTES !

ATTAQUER ET DESARTICULER LES POLITIQUES CENTRALES DE L'IMPERIALISME !

OEUVRER AU RENFORCEMENT DU PROCESSUS DE CONSTRUCTION DU FRONT ANTI-IMPERIALISTE, EN DIALECTIQUE AVEC LES ORGANISATIONS REVOLUTIONNAIRES ET LES LUTTES DE LIBERATION DES PEUPLES OPPRIMES !

HONNEUR A CIRO "FRANCO" ET A TOUS LES CAMARADES TOMBES DANS LA LUTTE POUR LE COMMUNISME

REGIS SCHLEICHER  
VINCENZO SPANO

PRISONS DE CLAIRVAUX ET DE MOULINS  
SEPTEMBRE 1992.

Nous revendiquons les parcours communs des organisations combattantes (Action Directe et COLP) en qui nous avons respectivement milité, dans la perspective de l'unité des révolutionnaires en EO et de construction du Front Anti-impérialiste. C'est sur la base de cette expérience militante et en tant que communistes combattants prisonniers, que nous avons choisi de nous exprimer aujourd'hui, à un moment où les chants de sirène de la reddition et de la dissociation sont promus par une organisation historique du mouvement révolutionnaire et anti-impérialiste européen. Nous pensons qu'il est nécessaire de s'opposer à tout type d'opération liquidatrice de la guérilla, d'où qu'elle provienne et quels que soient ceux qui s'en font les instruments.

